



ASSOCIATION RESIDENCE LES TROIS CLOCHERS

Rue de la Chesnaie
44 190 GETIGNE

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024



Passionnement
engagé.



Passionnement
engagé.

Tél. : 02 40 35 04 35
E-mail : nantes@bdo.fr
www.bdo.fr

7 allée Alphonse Fillion
CS 22417
44124 Vertou cedex
France

Corinne GUIBERT
Benoît d'ARGENTRE
Experts-Comptables
Commissaires aux comptes

Jean-Michel TALAGAS
Expert-Comptable

ASSOCIATION RESIDENCE LES TROIS CLOCHERS

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association RESIDENCE LES TROIS CLOCHERS,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association RESIDENCE LES TROIS CLOCHERS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

6. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Vertou, le 10 juin 2025
Le Commissaire aux comptes



BDO ATLANTIQUE
représentée par Corinne GUIBERT

ASSOCIATION RESIDENCE LES TROIS CLOCHERS

Bilan - Compte de résultat - Annexe
Exercice clos le 31 décembre 2024

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	7 357	7 357		763
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes	1 995		1 995	
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	308 879	269 277	39 601	48 128
	Constructions	7 941 654	5 132 334	2 809 320	3 112 973
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 302 001	1 102 708	199 293	246 913
	Autres immobilisations corporelles	1 585 858	1 227 570	358 288	307 234
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	938 809	13 540	925 269	858 130
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	583		583	583
TOTAL (I)		12 087 134	7 752 786	4 334 348	4 574 724
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	6 861		6 861	
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	56 213		56 213	51 906
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	7 448		7 448	90 036
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	800 000		800 000	1 300 000
	DISPONIBILITES	2 950 333		2 950 333	2 268 825
		19 349		19 349	24 314
	Charges constatées d'avance				
TOTAL (II)		3 840 204		3 840 204	3 735 081
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	15 927 338	7 752 786	8 174 552	8 309 805
(1) dont droit au bail				583	583
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	56 808	56 808
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	2 041 128	1 763 223
	Autres		
	Report à nouveau	1 284 723	1 191 199
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	819 386	819 386
	Excédent ou déficit de l'exercice	155 596	371 430
	Total des fonds propres (situation nette)	4 357 641	4 202 046
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	960 619	1 077 693
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	960 619	1 077 693
	Total des fonds propres	5 318 261	5 279 739
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics	25 191	49 210
	Total des fonds reportés et dédiés	25 191	49 210
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	261 582	284 579
	Total des provisions	261 582	284 579
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 787 294	1 903 085
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	213 908	222 078
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	561 251	561 404
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 707
	Autres dettes	6 968	7 905
	Produits constatés d'avance	99	99
	Total des dettes	2 569 519	2 696 277
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		8 174 552	8 309 805
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		155 595,66	371 429,53
(1) Dont à moins d'un an		912 609	924 575
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 519 798	2 448 490
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 833 891	1 855 648
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	27 483	21 635
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	28 505	87 466
	Autres produits	176 284	101 640
	Total des produits d'exploitation	4 585 961	4 514 879
	Achats de marchandises	2 027	1 695
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 211 811	989 186
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	199 112	205 527
	Salaires et traitements	1 937 850	1 922 713
	Charges sociales	720 801	715 291
	Dotation aux amortissements et dépréciations	503 887	459 576
	Dotation aux provisions		20 942
	Reports en fonds dédiés	4 486	17 108
	Autres charges	2 345	3 315
	Total des charges d'exploitation	4 582 321	4 335 353
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 640	179 526

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 640	179 526
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	13 816	
	Autres intérêts et produits assimilés	81 532	46 710
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	28 330	71 424
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		123 678	118 133
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	80 615	86 537
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		80 615	86 537
RESULTAT FINANCIER		43 064	31 597
RESULTAT COURANT avant impôts		46 704	211 123
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	8 144	48 577
	Sur opérations en capital	122 206	125 922
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	130 350	174 499
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	5 420	372
	Sur opérations en capital		3 790
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	5 420	4 162
RESULTAT EXCEPTIONNEL		124 930	170 337
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		16 038	10 030
TOTAL DES PRODUITS		4 839 989	4 807 511
TOTAL DES CHARGES		4 684 394	4 436 081
EXCEDENT ou DEFICIT		155 596	371 430
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

I. INFORMATIONS GENERALES

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

L'association a pour objet la création et la gestion d'une maison de retraite située à GETIGNE.

L'association gère une résidence de 87 lits d'accueil permanent et de 5 lits d'accueil temporaire.

L'association exerce ses activités avec des moyens financiers alloués par l'ARS et le Conseil Départemental. Les autres recettes proviennent principalement de la participation des usagers correspondant au prix de journée hébergement et au reste à charge de la dépendance.

L'association est propriétaire de son bâtiment.

Faits marquants de l'exercice

Néant

Evènements postérieurs à la clôture

Néant

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les présents états financiers (bilan – compte de résultat et annexe) couvrent la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, soit une durée de douze mois.

Les présents états financiers concernent les comptes combinés de l'association.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions :

- du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général,
- du règlement 2018-06 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- du règlement 2019-04 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérés par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ,

Règles et Méthodes Comptables

- pour de l'arrêté du 15 décembre 2020 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

- selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Comptabilité au coût historique,
- Indépendance des exercices,
- Règles de prudence et sincérité des comptes.

Dérogations aux principes et méthodes comptables

Néant

Changements comptables

Néant

III. NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

L'avis n°2007-05 du 4 mai 2007 relatif aux règles et méthodes applicables aux établissements et services privés sociaux et médico sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles a précisé les conditions d'application des règlements n°2002-10 et n°2004-06 du CRC relatifs à la comptabilisation, l'évaluation et la dépréciation des actifs.

Les dispositions relatives à la comptabilisation par composants et au calcul des amortissements sont intégrées dans l'instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements et services privés sociaux et médico sociaux. Les immobilisations doivent être amorties selon les durées d'utilisation différenciées entre la structure et les composants.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. L'association qui ne dépasse pas les seuils du décret cité ci-après, a retenu :

- la durée d'usage pour le plan d'amortissement des immobilisations non décomposables ;
- la méthode d'amortissement par composants comme indiqué précédemment et la prise en compte de la valeur résiduelle dès lors qu'elles sont significatives et mesurables.

(Décret comptable, art. 8 modifié par le décret 2005-1757 du 30 décembre 2005 ; PCG art. 322-4-5, al. 2 introduit par le règlement 05-09 du CRC du 3 novembre 2005, arrêté du 26 décembre 2005, JO du 3 janvier 2006).

Règles et Méthodes Comptables

Les autres immobilisations incorporelles et corporelles font l'objet de plans d'amortissement selon le mode linéaire en fonction de la durée d'usage :

- Logiciels	de 3 ans
- Agencements terrains	de 5 à 15 ans
- Construction	de 1 à 50 ans
- Agencements, aménagements divers	de 3 à 20 ans
- Matériel et outillage & mat transport	de 1 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
- Mobilier	de 3 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Résultat effectif des entités gestionnaires d'ESSMS

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE	155 595.66	371 429.53
Reprise du résultat antérieur		
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	155 595.66	371 429.53
Dont résultat effectif effet du Règlement ANC 2018-06	66 816.24	68 414.16
Dont résultat effectif sous gestion propre	72 800.97	93 524.01
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	15 978.45	209 491.36

Règles et Méthodes Comptables

Emprunts et dettes

La variation des emprunts et dettes correspond aux encaissements et cautions des résidents et au remboursement du capital des emprunts en cours.

Dettes

Les charges sociales et fiscales sur indemnités de congés payés ne sont pas comptabilisées en provisions pour charges mais rattachées aux dettes fiscales et sociales, leur détermination étant suffisamment précise.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contributions volontaires en nature

Les prestations effectuées par les bénévoles concernent l'accompagnement des résidents lors de sorties, l'organisation et la participation à des animations, à des activités de jardinage et de bricolage. Leur importance n'est pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité de l'association. L'association n'est pas en mesure de recenser et de valoriser la contribution volontaire des bénévoles.

Informations sur les concours publics et subventions reçues

		EHPAD
Concours publics	Etat	1 436 364.99
	Conseil départemental	384 354.25
	Autres	-
Subvention d'exploitation	Etat	13 171.49
	Autres	-
Subvention d'investissement	Etat	5 132.00
	Autres	-

Règles et Méthodes Comptables

Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel de 124 929.84 € se décompose comme suit :

Produits exceptionnels

- Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	8 144.09 €
- Quote-part subventions virée au résultat	122 206.09 €

Charges exceptionnelles

- Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	5 420.34 €
--	------------

V. AUTRES INFORMATIONS

Honoraires des commissaires aux comptes

Pour sa mission d'audit légal, le montant des honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice 2024 s'élève à 6 380.06

Rémunération des dirigeants

(Article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif)

Les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Cette disposition est applicable à notre association.

Le Président et la trésorière de l'association sont des bénévoles. Nous ne donnerons pas d'informations chiffrées car cela aboutirait à donner une rémunération individualisée du directeur.

Engagement retraite

L'association a procédé à l'évaluation de son engagement retraite, à savoir son passif social au titre des indemnités de fin de carrière. L'engagement de l'association se définit en deux points :

- l'engagement correspondant aux services antérieurs, c'est-à-dire à savoir selon l'ancienneté du salarié acquise à la date d'évaluation,
- l'engagement correspondant aux services futurs, c'est-à-dire aux droits susceptibles d'être acquis par le

Règles et Méthodes Comptables

salarié entre la date d'évaluation et la date probable de départ en retraite.

L'estimation des engagements prend en compte la probabilité pour un salarié d'être présent dans l'association à la date de son départ en retraite. Elle est pondérée par un taux d'actualisation financier.

Pour estimer le montant de l'engagement passé et futur de l'association et définir le plan de financement personnalisé, l'étude actuarielle est réalisée à partir des paramètres économiques, sociaux et techniques propres à l'association.

Paramètres économiques

- le taux d'actualisation retenu est de 3.38% par an.

Paramètres sociaux

- convention collective Hospitalisation privée à but non lucratif FEHAP,
- l'augmentation annuelle des salaires de 3.1% pour les non cadres et 3.5% pour les cadres,
- le départ est prévu à 64 ans pour l'ensemble du personnel,
- le taux de rotation retenu 10% dégressif jusqu'à 50 ans pour les non-cadres, et 1% constant pour les cadres,
- le départ intervient à l'initiative du salarié,
- le taux de charges sociales patronales est de 48.20% pour les non-cadres et 63.50% pour les cadres

Paramètres techniques

- la table réglementaire utilisé est la INSEE 2019-2021,
- la méthode de calcul retenue est la méthode rétrospective prorata temporis,
- les plans de financement sont établis à partir des salariés en CDI présents à la clôture.

L'engagement s'élève au 31 décembre 2024 à 261 272 €.

Dans les comptes, la provision est limitée à 261 582 €. Une reprise a été comptabilisée pour 12 490 € correspondant au départ de l'année. Une reprise de 10 507 € a été enregistrée pour ajuster l'engagement né sur l'exercice.

Effectif moyen

L'effectif moyen de l'association sur l'année 2024 est de 53.26 ETP.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	3 189				3 189	
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	13 725		1 995		6 369	9 352
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 915		1 995		9 558	9 352
CORPORELLES	Terrains	308 879					308 879
	Constructions sur sol propre	7 495 257					7 495 257
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	446 397					446 397
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 258 805		60 421		17 225	1 302 001
	Instal., agencement, aménagement divers	873 182		117 481		11 300	979 364
	Matériel de transport	19 058					19 058
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	570 961		16 476			587 437
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		10 972 539		194 378		28 525	11 138 391
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	900 000		838 809		800 000	938 809
	Prêts et autres immobilisations financières	583					583
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	900 583		838 809		800 000	939 392
TOTAL		11 890 036		1 035 181		838 083	12 087 134

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	3 189		3 189	
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	12 962	763	6 369	7 357
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 151	763	9 558	7 357
CORPORELLES	Terrains	260 751	8 526		269 277
	Constructions sur sol propre	4 810 595	243 085		5 053 679
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	18 086	60 569		78 655
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 011 892	108 042	17 225	1 102 708
	Autres instal., agencement, aménagement divers	620 561	62 714	11 300	671 975
	Matériel de transport	19 058			19 058
	Matériel de bureau, mobilier	516 349	20 189		536 538
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		7 257 291	503 124	28 525	7 731 889
TOTAL		7 273 442	503 887	38 083	7 739 246

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	284 579		22 997	261 582
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		284 579		22 997	261 582
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	41 870		28 330	13 540
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION		41 870		28 330	13 540
TOTAL GENERAL		326 449		51 327	275 122
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				22 997 28 330	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Variation des Fonds Propres

	<i>Fonds propres clôture 31/12/2023</i>	<i>Affectation du résultat N-1</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution ou consommation</i>	<i>Fonds propres clôture 31/12/2024</i>
Fonds propres sans droit de reprise	56 808				56 808
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	1 763 223	277 906			2 041 128
Autres réserves					
Report à nouveau	1 191 199	93 524			1 284 723
Report à nouveau sous ctrl de tiers financeurs	819 386				819 386
Excédent ou déficit de l'exercice	371 430	(371 430)	155 596		155 596
Situation nette	4 202 046		155 596		4 357 641
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 077 693		5 132	122 206	960 619
Provisions réglementées					
TOTAL	5 279 739		160 728	122 206	5 318 261

Variation des Subventions d'Investissement

	<i>Subventions à la clôture 31/12/2023</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Subvention à la clôture 31/12/2024</i>
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	2 750 848	5 132		2 755 980
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	2 750 848	5 132		2 755 980
Quotes-parts virées au compte de résultat	1 673 155	122 206		1 795 361

Variation des Fonds Dédiés

	<i>Fds dédiés clôture 31/12/2023</i>	<i>Reports</i>	<i>Utilisations</i>		<i>Transferts</i>	<i>Fonds dédiés clôture 31/12/2024</i>	
			<i>Montant global</i>	<i>dont rembours- ements</i>		<i>Montant global</i>	<i>dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices</i>
<i>Subventions d'exploitation</i>							
<i>Concours publics des ESSMS</i>							
Fonds dédiés Investissement Hébergement	1 419		400			1 019	
Fonds dédiés Investissement Soins	5 701		5 701				
Fonds dédiés Investissement Covid	1 507		1 507				
Fonds dédiés Exploitation Soins	40 583	4 486	20 897			24 172	
Fonds dédiés Exploitation Covid							
<i>Contributions financières d'autres org.</i>							
TOTAL	49 210	4 486	28 505			25 191	

La partie des ressources (subventions, concours publics...) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	583	583	
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux	56 213	56 213	
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés	154	154	
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations	7 295	7 295	
	Débiteurs divers	19 349	19 349	
	Charges constatées d'avance			
TOTAL DES CREANCES		83 593	83 593	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires	15 590	15 590		
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine	1 771 704	114 794	459 175	1 197 735
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	213 908	213 908		
	Fournisseurs et comptes rattachés				
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	231 162	231 162		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	265 544	265 544		
	Impôts sur les bénéfices	16 423	16 423		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	48 122	48 122		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	6 968	6 968		
	Dettes représentatives de titres empruntés	99	99		
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		2 569 519	912 609	459 175	1 197 735
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		114 794			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

		31/12/2024
<i>Total des Produits à recevoir</i>		37 885
<i>Autres créances</i>		37 885
Frs avoirs non parvenus	802	
Divers produits à recevoir	6 076	
Intérêts courus à recevoir	31 006	

Charges à payer

31/12/2024

Total des Charges à payer		397 383
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		15 590
Int courus aut emprunts	15 590	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		44 691
Fr ach.fact.non parvenues	44 691	
Dettes fiscales et sociales		337 101
Dettes prov congés payés	149 130	
Personnel charges à payer	69 524	
Provision chges s/congés payés	83 825	
Org. soc. charges à payer	27 541	
Etat charges à payer	7 081	

ANNEXE

Charges et Produits constatés d'avance

	31/12/2024	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		19 349	25 289
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		19 349	25 289

Produits constatés d'avance correspondent aux fonds dédiés

